

La liberté n'est plus la norme depuis un an

écrit par Gigoblet | 7 avril 2021



Depuis un an maintenant, le pays est devenu un immense camp d'internement. Depuis un an, les Français ont été condamnés au confinement, sans savoir quand ils seront libérés, ni même d'ailleurs s'ils le seront un jour.

Par Olivier Maurice.

Même les coupables des pires crimes ont le droit de savoir pour combien de temps ils sont condamnés à être privés de liberté.

Les Français n'ont même plus ce droit élémentaire. Depuis un an maintenant, le pays est devenu un immense camp d'internement. Depuis un an, les Français ont été condamnés au confinement, sans savoir quand ils seront libérés, ni même d'ailleurs s'ils le seront un jour.

Dans les prisons, l'isolement, le confinement, le mitard, c'est la peine réservée aux coupables plus que coupables. C'est la peine supplémentaire pour punir les punis.

En France, depuis un an, sont punis les innocents, les bien-portants, ceux dont le seul crime est de faire attention à eux et aux autres. Ils sont privés de leur liberté, peine qui

depuis que la peine de mort a été abolie, est la pire sanction réservée aux pires délinquants et aux plus horribles des malfaiteurs.

UNE MACHINE DEVENUE FOLLE

On punit les innocents, par peur qu'ils ne soient coupables sans le savoir, et sans que personne ne le sache. On punit par précaution, au cas où. Les innocents sont non seulement punis mais aussi accusés publiquement d'être coupables ; tout cela sans preuve, sans possibilité de se défendre, sans enquête, sans argumentation contradictoire, sans avocat. Tout innocent est juste un coupable qui s'ignore.

On punit collectivement. Combien de fois avons-nous entendu cet argument ignoble qu'il fallait bien réduire les libertés de tous parce que certains se comporteraient mal. Il faut priver toute la classe de récréation car un petit malin a fait un bruit bizarre quand la maîtresse avait le dos tourné. Nous en sommes là : à la crise d'autorité d'une institutrice stagiaire chahutée par une classe de maternelle.

On punit aussi ceux dont on a la certitude qu'ils ne sont pas coupables et même ceux dont on est sûr et certain qu'ils ne le seront jamais : les premières victimes, les quelques dizaines de millions de Français qui ont déjà été malades, certains d'ailleurs gravement. Pour eux, c'est la même peine et la même condamnation que pour tout le monde. Les victimes sont aussi punies.

On punit tout le monde et on encense la punition, on en a fait une religion absolue et obligatoire avec même des [spots publicitaires](#) culpabilisants et moralisateurs à souhait. Les récalcitrants, les rebelles, les contestataires sont frappés d'anathème. On conspue vigoureusement tout réfractaire qui oserait s'élever contre les rites sacrificiels, qui oserait blasphémer [la sainte parole hygiéniste](#).

On punit les gens selon la météo. Il y a quelques dizaines de milliers d'années, quand il pleuvait, on se protégeait pour ne pas attraper un rhume, une pneumonie ou quelque chose d'aussi grave. Aujourd'hui, quand le changement de saison fait grossir les courants d'air et les différentiels de température, on fait des sacrifices et des danses sacrées. On sacrifie la liberté des innocents et on se couvre le visage pour que le beau temps revienne.

On punit les innocents et en premier lieu les plus faibles : les enfants, les personnes âgées, les travailleurs précaires. On sacrifie, comme les [Carthaginois](#) ou les [Aztèques](#) sacrifiaient : pour que la pluie revienne ou pour que les Romains cessent de se comporter en Romains. On fait ce que moult civilisations ont fait avant nous les dernières années qui précédaient leur chute.

Comment avons-nous pu en arriver là ?

LA CHUTE DANS L'OBSCURANTISME

Comment avons-nous pu en une année détruire plusieurs siècles de progrès ? Tourner le dos en aussi peu de temps à l'esprit des Lumières ? Oublier si vite ces principes du droit naturel qui ont mené notre société depuis les [premières Tables de la loi](#) et lui ont progressivement permis de devenir ce qu'elle est ?

Comment avons-nous pu laisser tomber aussi vite [les principes de liberté et de différence](#), la [présomption d'innocence](#), l'[habeas corpus](#), l'[égalité en droit](#), la [primauté du droit](#) pour retomber aussi bas ?

Dans son [Traité du gouvernement civil](#), John Locke décrivait la vie en société comme pouvant prendre deux visages : l'État de nature, où l'Homme suit sa capacité naturelle d'échange et de

confiance, et l'État de guerre, où la force et la violence gouvernent le monde.

[John Locke](#) en était arrivé à cette conclusion : la violence n'est nullement nécessaire pour que les êtres humains vivent ensemble. Elle n'a de sens que pour s'opposer à ceux qui l'utilisent. Elle ne doit l'être que pour combattre la violence et son usage doit alors être strictement réglementé et ne venir qu'en réponse à une agression avérée.

C'est cet héritage de l'[État de droit](#) qui a transformé la face de l'Occident que nos autorités ont balayé d'un revers de manche en quelques discours, en accusant et en criminalisant la liberté.

C'est cet héritage qui a été balayé d'un revers de manche en déclarant utiliser la guerre à la place de la science et de la compassion, en prétendant soigner en administrant la médecine et [en supprimant la liberté](#).

LA GUERRE IMAGINAIRE

Pourtant, nos pays ont traversé des épreuves. Maintes fois la liberté a été menacée. Il y a encore 30 ans, nous vivions avec la menace de [missiles nucléaires](#) prêts à réduire en cendres cette liberté honnie [de l'autre côté du mur](#). Il y a 80 ans, des milliers de jeunes gens [se sont engagés](#) et sont morts pour défendre cette liberté.

Pourquoi aujourd'hui n'avons-nous plus le droit de nous déplacer, de travailler, de voir nos proches, droit d'[enterrer nos morts](#), de suivre des cours, plus le droit de vivre ?

On ne mène pas une guerre contre un virus, et encore moins contre la liberté.

[La guerre](#), ce sont des êtres humains qui utilisent la violence contre d'autres êtres humains. C'est la destruction d'une société par une autre société ; la continuation de la

politique par d'autres moyens, ou l'inverse, cela n'a pas d'importance. On ne fait pas la guerre contre la pluie, contre le froid, contre les lapins qui viennent manger nos carottes dans le jardin.

Les virus ne font pas de politique.

On ne fait pas la guerre contre la nature : il faut l'observer, essayer de la comprendre et [composer avec](#) elle, avec ses lois que nous ne pouvons changer mais juste utiliser à bon escient.

LE RETOUR VERS LA BARBARIE

Mais l'État s'est imaginé la mission de protéger les gens contre le vent qui fait tourner les moulins.

Alors l'État fait la guerre parce que c'est la seule chose qu'il sache faire, la raison de son existence : faire respecter son monopole de la violence.

Il combat la nature avec des amendes et des formulaires.

Au placard Esculape, Hippocrate, Avicenne, Ambroise Paré, Edward Jenner, Xavier Bichat, René Laennec, Claude Bernard, [Louis Pasteur](#), Jean-Martin Charcot, [Robert Koch](#), Albert Schweitzer, [Alexander Fleming](#), Henri Mondor, [Christiaan Barnard](#)...

La santé des Français sera maintenant décidée chaque semaine lors d'[un Conseil de défense](#) à huis-clos composé de hauts fonctionnaires et de politiciens professionnels.

Les choix seront pris en haut lieu sous l'éclairage des sondages d'opinions. Les traitements seront décidés par décrets et respectés par les forces de l'ordre.

Qu'importe si cette politique va à [l'encontre des droits de l'Homme](#), la mise au mitard de la population n'est pas encore

finie que les autorités préparent l'étape suivante : le [statut de pestiféré officiel](#), dument certifié par passeport vaccinal.

INCOMPÉTENCE OU ARROGANCE ?

Quelles sont les causes de cet effondrement si rapide et si inquiétant ?

Il y a sans aucun doute une bonne dose d'amateurisme et d'improvisation. Le [brouillard de guerre](#) est indissociable de chaque conflit et peut-être était-ce ce que le président de la République voulait signifier lorsqu'il a déclaré [la mobilisation générale](#) face au virus.

Mais [Carl von Clausewitz](#) a été clair sur ce sujet : le brouillard de guerre s'impose comme une part d'ombre indissociable au plus élaboré des plans de bataille. Or, dans le cas présent, il est de plus en plus évident que la guerre a été déclarée sans plan ni stratégie, sans préparation, sans armée, sans objectif, ni même [aucun budget](#).

Non seulement l'État a décidé d'innover en utilisant la guerre à la place de la médecine, mais il est incapable de gagner celle-ci. Une guerre n'est pas qu'un défilé militaire, elle ne se gagne pas avec des mots et encore moins avec des interdictions.

CACHER L'ÉCHEC PAR LA MENACE

Voilà maintenant un an que l'on nous chante la même chanson : si les choses tournent mal, ce n'est pas la faute de l'État, de ses services et leurs responsables mais systématiquement [celle des citoyens](#) et de la liberté qui leur est accordée.

Chaque défaite est aussitôt suivie d'une contre-attaque, pas contre le virus invisible qui n'en fait qu'à sa tête, mais contre la liberté des citoyens, une punition sanctionnant les coupables qui ont fait échouer le plan si parfait.

L'État foire totalement sa communication et sa [gestion des masques](#). Boum ! Le masque est rendu [obligatoire](#).

L'État [rapatrie des malades de Chine](#) sans aucune protection ni aucun suivi des cas contacts. Paf ! Les voyages à l'étranger sont interdits et le pays est confiné.

L'État ne parvient pas à [tester la population](#) ? Zoom ! Le passeport vaccinal rendra les tests et les vaccins obligatoires de fait.

L'État organise [des élections brassant des millions de personnes](#). Ding ! Les barbecues et apéros entre amis sont interdits.

L'État est incapable d'augmenter la [capacité d'accueil des hôpitaux](#). Tada ! Les déplacements de plus 10 km sont interdits.

Et ainsi de suite. À chaque échec patent, chaque ratage, chaque déconfiture, la liberté est pointée du doigt et la machine réglementaire et répressive est mise en marche, étouffant dans l'œuf toute discussion sur le niveau de compétence et de responsabilité des pouvoirs publics.

UN PAYS SANS RÉACTION FACE À LA DISPARITION DE LA LIBERTÉ

Pourquoi le pays ne réagit-il pas davantage devant un tel enchaînement de cafouillages, de faux-semblants et de restrictions ? Il est pourtant plus qu'évident que les décisions prises depuis le début de l'épidémie ont eu au mieux de très maigres et très contestables résultats, surtout si on cherche à les évaluer au regard du coût humain, psychologique, économique.

La question à se poser est peut-être de chercher à savoir qui se soucie vraiment de la liberté en France en 2021 ?

La liberté n'est donc plus un droit, mais un privilège accordé par la seule bienveillance des pouvoirs publics.

Comme il est facile d'associer privilèges et pouvoir, il est tout aussi facile de considérer la liberté comme l'apanage des riches et des puissants. Pour tout un pan de la population, élevée aux refrains marxistes et rousseauistes, liberté et argent sont synonymes ; la liberté est avant tout l'étendard de l'ennemi à abattre, le drapeau du capitalisme et du libéralisme.

UN PAYS USÉ PAR DES ANNÉES DE SOCIALISME

Il y a également ceux qui considèrent que la perte de certaines libertés est une libération parce qu'en contrepartie, ils sont délivrés d'une certaine forme de servitude.

Ceux pour qui fermeture des classes signifie fin du supplice. Ceux pour qui télétravail signifie 3,5 heures payés 39. Ceux pour qui fermeture des crèches signifie possibilité de voir leurs petits-enfants. Ceux pour qui cours en distanciel signifie possibilité d'extraire leur progéniture des méthodes de lecture abracadabrantiques et les protéger du lavage de cerveau idéologique. Ceux pour qui chômage signifie fin de la taille et de la gabelle. Ceux qui ne vont jamais voir les spectacles subventionnés dont l'originalité est de la même banalité depuis des lustres.

Avec la crise, c'est surtout l'État socialiste et jacobin qui s'effondre. Incapable de prendre la réelle mesure de la crise, de gérer son administration obèse et sa boulimie monopolistique, de comprendre à quel point il étouffe le pays, il est devenu un véritable virus dans la vie d'énormément de gens.

Cette crise a surtout révélé que la mainmise de l'État sur la santé, l'éducation, la culture et sur une bonne partie de l'économie a eu pour résultat une destruction massive de ces secteurs maintenus à grand renfort d'argent public.

PHASE TERMINALE

Il suffit d'observer l'état lamentable des secteurs que l'État a gangrené de ses monopoles pour en constater les ravages et comprendre pourquoi le virus est aussi effrayant.

Le recours à la violence est un symptôme patent d'impuissance. La violence est autant destructrice qu'autodestructrice. Le pays se trouve actuellement dans l'impasse où l'a mené ce socialisme qui a transformé la vie d'énormément d'individus en routine déprimante et épuisante.

Le totalitarisme révélé cette dernière année n'est que la suite logique de plusieurs décennies de politique socialiste et jacobine.

Rien d'étonnant, rien de nouveau, tout se passe comme prévu. Le pays aborde simplement la phase ultime de tout régime qui a détruit systématiquement les libertés et la propriété : il se retourne contre sa population qu'il accuse de ses propres échecs.

<https://www.contrepoints.org/2021/04/05/394521-la-liberte-est-plus-la-norme-depuis-un-an>